

La déconnexion des élites : comment Internet déränge l'ordre établi

Publié le 5 avril 2015 dans [Lecture](#)

Alors que l'économie collaborative est en plein boom, Laure Belot constate un décalage criant entre le progrès et les élites.

Par Delphine Granier.

En 2013, Laure Belot publie dans *Le Monde* une enquête sur « Les élites débordées par le numérique ». L'effet est immédiat, l'article suscite des centaines de milliers de réactions. « *Quel nœud ai-je touché pour que les réactions soient à ce point épidermiques ?* » C'est en réponse à cette question que Laure Belot a publié ce livre.

Les « doers » d'une France créative et invisible

« *Leboncoin.fr est un ovni sur le territoire français.* » L'exemple de Leboncoin.fr n'est pas cité en début de livre par hasard : cette entreprise française est le symbole de cette France créative et invisible qui entreprend, sans faire de bruit. Reposant sur un modèle simple d'échange spontané entre individus, rendu possible grâce à internet, Leboncoin.fr est un succès français retentissant : la start-up a dépassé eBay, son équivalent américain, en termes de désintermédiation, après avoir bouleversé de nombreux secteurs, arrive dans le domaine de la finance. Alors que la crise des « subprimes » a fait perdre au banquier son statut et l'image fiable qu'il renvoyait, le développement du « prêt entre particuliers » révolutionne le secteur. À l'image du succès du modèle de Prêt-dunion.fr (crédit aux particuliers), des startups similaires émergent dans beaucoup de pays en réaction aux taux pratiqués par les banques traditionnelles.

« *L'assurance et la banque ont vécu dans des systèmes de monopole ou d'oligopole très organisés et protégés. On ne sait même plus si les agences bancaires vont perdurer.* » Même bouleversement dans le financement de projets avec la révolution du « crowdfunding » (financement de projets par des tiers). Selon la Banque mondiale, le marché du « crowdfunding » se chiffrerait à quasiment 96 milliards de dollars d'ici 2025. Outre le changement de paradigme, ces nouveaux modes de fonctionnement permettent certaines évolutions de fond. De nombreuses femmes, par exemple, jugent avoir plus de difficultés que les hommes à obtenir des sources de financement dans le milieu majoritairement masculin de la finance traditionnelle. Sur les plateformes de « crowdfunding », près de la moitié des créations d'entreprises financées sont portées... par des femmes. Grâce à Internet, l'émergence de l'économie collaborative bouleverse nos habitudes et notre économie.

Les modes de consommation évoluent et créent une nouvelle façon de vivre et de nouvelles sociabilités. Depuis la crise de 2008, les gens souhaitent consommer de façon plus économique sans pour autant consommer moins, ils veulent consommer mieux. Le mode de consommation ne doit plus passer par l'endettement, la consommation devient « désintermédiée ». Leboncoin.fr l'illustre, on assiste à un retour à la notion de commerce. Cette désintermédiation progresse au fur et à mesure que les nouvelles technologies bouleversent les secteurs traditionnels : Airbnb, Uber, Monster et Keljob ont secoué l'hôtellerie, les taxis et les métiers intermédiaires des Ressources Humaines.

La désintermédiation, après avoir bouleversé de nombreux secteurs, arrive dans le domaine de la finance. Alors que la crise des « subprimes » a fait perdre au banquier son statut et l'image fiable qu'il renvoyait, le développement du « prêt entre particuliers » révolutionne le secteur. À l'image du succès du modèle de Prêt-dunion.fr (crédit aux particuliers), des startups similaires émergent dans beaucoup de pays en réaction aux taux pratiqués par les banques traditionnelles. « *L'assurance et la banque ont vécu dans des systèmes de monopole ou d'oligopole très organisés et protégés. On ne sait même plus si les agences*

bancaires vont perdurer. » Même bouleversement dans le financement de projets avec la révolution du « crowdfunding » (financement de projets par des tiers). Selon la Banque mondiale, le marché du « crowdfunding » se chiffrerait à quasiment 96 milliards de dollars d'ici 2025. Outre le changement de paradigme, ces nouveaux modes de fonctionnement permettent certaines évolutions de fond. De nombreuses femmes, par exemple, jugent avoir plus de difficultés que les hommes à obtenir des sources de financement dans le milieu majoritairement masculin de la finance traditionnelle. Sur les plateformes de « crowdfunding », près de la moitié des créations d'entreprises financées sont portées... par des femmes.

Mais alors que le boom de ces startups du numérique et de l'économie collaborative illustre la vitalité de la société civile, et va à l'encontre du « *French bashing* » ambiant, force est de constater que très peu d'intellectuels – sociologues, économistes, experts – s'y intéressent de près. Alors que « *les citoyens montrent le chemin aux politiques* », Laure Belot constate un décalage criant entre le progrès et les élites. Tout comme l'imprimerie de Gutenberg fut adoptée par les réformés et ignorée par les catholiques au pouvoir, nos dirigeants actuels rechignent au changement. Cette incapacité de l'élite à s'adapter rappelle la querelle qui opposait [Rousseau](#) à [Condorcet](#), à propos du maintien ou non des ordres dans la société. Alors que Rousseau prônait une société où les choix individuels ne sont acceptables que si la société en a besoin, et où chacun doit ainsi rester à sa place, au besoin par la contrainte, Condorcet plaidait pour que les gens puissent faire ce qu'ils veulent faire : **l'individu doit avoir les moyens de dessiner sa vie comme il le souhaite et non selon la volonté des élites.**

« *Condorcet avait deux siècles et demi d'avance* » (Laurence Fontaine, historienne et chercheuse au CNRS) et aujourd'hui, les « doers » bousculent l'ordre établi. Dans l'éducation, où les enjeux sont essentiels puisqu'elle détermine ce que transmettre aux enfants pour vivre dans la société de demain, nombreuses sont les initiatives individuelles et indépendantes du monde académique qui émergent pour réformer le système. Dans tous les domaines, « *l'innovation de rupture ne vient pas du cœur du réacteur mais des marges du système* ».

Une mutation numérique pas assez pensée

Reprenant les mots de Martin Heidegger, l'enquête menée par Laure Belot révèle que « *la science ne pense pas* ». Déconnecté et refermé sur lui-même, le monde de la recherche n'a pas su être réceptif aux bouleversements majeurs en cours. Prises de cours, les institutions publiques accusent aujourd'hui un net retard. Toute une génération se trouve, par conséquent, coincée dans une société ankylosée, inadaptée à la révolution numérique. Le phénomène mondial de la « génération kangourou » ou « génération boomerang » en témoigne : en 2013, environ 28% des Européens de 25 à 34 ans ont habité chez leurs parents, cette année-là. Ce phénomène mondial, mais nuancé selon les pays, témoigne de la capacité d'adaptation des uns et des autres. Les pays scandinaves, par exemple, restent les plus épargnés avec seuls 4% des +25 ans retournés vivre chez leurs parents.

De ces blocages naissent de nouvelles initiatives issues de la société civile. L'émergence des think-tanks et do-tanks montre, une nouvelle fois, comment le renouvellement des idées se fait « par le bas ». Parfois accusée d'être désengagée, la jeunesse développe au contraire de nouvelles formes d'actions. Le succès du « crowdfunding » et des sites comme WeSignIt (site de pétitions en ligne) prouvent le dynamisme des uns et des autres. Les nouvelles technologies font apparaître de nouvelles formes de démocratie, plus participative, et accélèrent le rythme de la vie publique. La diffusion du mouvement des « Indignés » en témoigne : les revendications d'un mouvement local deviennent, par le biais des réseaux sociaux, rapidement mondiales. Aux politiques désormais de se saisir de ces outils numériques pour interagir et construire la démocratie participative de demain.

Aujourd'hui, une nouvelle élite mondiale, issue du numérique, se forme. Le phénomène des « king coders », ces « geeks » à barbe longue qui codent et font bouger les lignes, se propage. L'académie de Bill Gates et l'école 42 de Xavier Niel, par exemple, conscientes des enjeux du monde de demain, préparent la jeunesse à l'émergence des nouvelles compétences liées à la révolution numérique. Dans le monde de

demain, tel que décrit par Ray Kurzweil, directeur de l'ingénierie de Google X, le transhumanisme et l'intelligence augmentée seront à notre portée. Ces prédictions d'un acteur privé comme Google, maître de l'innovation à travers le monde, illustrent la longueur d'avance des acteurs Internet sur les politiques. En France particulièrement, moins aux États-Unis, la technique a pris le pas sur la politique.

La toute puissance des GAFA – Google, Apple, Facebook, Amazon – pose de nouveaux défis. Que reste-t-il de la vie privée et de la neutralité du net face au Big Data et aux algorithmes ? Que devient la souveraineté des États dans un monde numérique sans frontière ? D'énormes interrogations face auxquelles la France doit faire face. Si le droit a toujours eu un temps de retard sur la société, les évolutions arrivent toutefois. Au sein des entreprises, l'émergence des Chief Data Officers engage un processus de protection des données. Dans la vie publique, l'Europe tente depuis 2012 d'imposer aux États un règlement sur les données personnelles pour harmoniser les positions.

Le numérique joue le rôle de catalyseur : il nous force à réformer notre droit et à le penser en dehors du cadre strictement étatique. S'il n'est pas question de supprimer l'échelon étatique, une nouvelle répartition des compétences doit être pensée, entre le plan international et local, et les acteurs publics et privés. « *Notre pays a donné le 'la' de la modernité politique il y a deux cent cinquante ans.* » Sera-t-il à la hauteur aujourd'hui ?

Laure Belot, [La déconnexion des élites : Comment Internet dérange l'ordre établi](#), Les Arènes, janvier 2015, 320 pages.

[Sur le web.](#)